

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/35/CAN

5 mars 1998

(98-0853)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

RAPPORTS SEMESTRIELS PRESENTES AU TITRE DE L'ARTICLE 25.11 DE L'ACCORD

CANADA

On trouvera ci-joint le rapport semestriel présenté par le Canada pour la période allant du 1er juillet au 31 décembre 1997.

Membre présentant le rapport: CANADA

RAPPORT SEMESTRIEL SUR LES DECISIONS PRISES EN MATIERE DE DROITS COMPENSATEURS

Pour la période du 1er juillet au 31 décembre 1997

Pays/territoire douanier	Produit	Ouverture de l'enquête	Mesures provisaires	MESURES FINALES		ABSENCE DE MESURES FINALES				Volume des échanges	Importations bénéficiant d'une subvention en % de la consommation intérieure
				Droit définitif	Engagement	Absence de subvention	Absence de dommage	Retrait du recours	Autres		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
		Date	Date, montant de la subvention			Date	Date	Date	Date		
Inde	Stèles	02.09.97 R(1)									

Codes et indications

Mesures provisoires (colonne 4): Les mesures provisoires s'appliquent à compter de la date de la détermination préliminaire de l'existence d'une subvention jusqu'à la date de la constatation du Tribunal canadien du commerce extérieur concernant le dommage causé aux producteurs canadiens (120 jours au maximum à compter de la publication de l'avis annonçant la détermination préliminaire). Le montant estimé de la subvention est normalement exprimé en valeur unitaire.

Droit définitif (colonne 5): Il s'agit soit de la date de la constatation positive de l'existence d'un dommage (dans le cas d'une enquête), soit de la date de clôture de l'examen du montant de la subvention (dans les cas où le Tribunal a fait une détermination de l'existence d'un dommage).

Volume total des échanges (colonne 11): Le volume des échanges est fondé, sauf indication contraire, sur les données statistiques relatives à la dernière période de 12 mois antérieure à l'ouverture de l'enquête pour laquelle des renseignements sont disponibles.

Confidentiel (CL): Renseignements communiqués aux autorités à titre confidentiel ou renseignements confidentiels susceptibles d'être divulgués par suite des opérations de calcul.

R: Cette abréviation a été utilisée dans le cadre du réexamen d'une mesure compensatoire en vigueur.

L'abréviation R(1) renvoie au réexamen administratif du montant de la subvention correspondant à une mesure compensatoire en vigueur. La date de clôture du réexamen figure dans la colonne 5.

L'abréviation R(2) est utilisée lorsqu'une enquête est ouverte dans le cadre du réexamen des constatations de l'existence d'un dommage ayant débouché sur une mesure compensatoire en vigueur, en vue de déterminer si cette mesure doit être maintenue.

MESURES COMPENSATOIRES EN VIGUEUR

au 31 décembre 1997

Pays ou territoire douanier	Produit	Date de la constatation
Danemark	Jambon en boîte	07.08.84 (16.03.90) (21.03.95)
Union européenne	Pains de viande, à base de porc, en boîte	07.08.84 (16.03.90) (21.03.95)
	Sucre raffiné	06.11.95
Inde	Stèles	20.07.94
Pays-Bas	Jambon en boîte	07.08.84 (16.03.90) (21.03.95)

Note: Une date ultérieure est indiquée entre parenthèses quand la constatation de l'existence d'un dommage a été confirmée à l'occasion d'un nouvel examen.

ABROGATION DE MESURES COMPENSATOIRES

du 1er juillet au 31 décembre 1997

Pays ou territoire douanier	Produit	Date d'abrogation
NEANT		
